

# BRETAGNE

## rouge



5 points de 05.1977 Le Pelletier (N°) réneau 15R Plaisance 44100 N.

### SOMMAIRE

- Giscard en Bretagne
- L'emploi en Kerne
- Ouest France en grève
- Une nouvelle guerre du lait ?
- Dossier luttes pour la langue (2<sup>e</sup> partie)
- Youenn Coic
- "l'abbé de Penar Bed"
- Qu'est ce qui fait courir Chotelain à l'ofani
- Arrestations, Procès, Répression --- etc ---

n° 3. 2 francs.

Supplément à rouge, dir. pub. ABOBBIO



# EDITO :

## LA POLITIQUE DU TOURISTE OU L'ART D'EVITER LES PROBLEMES BRULANTS

Au début de l'année, on nous a promis un conseil des ministres à Rennes, pour nous prouver que la politique de décentralisation ce n'est pas du vent et nous montrer qu'on ne se désintéresse pas de la Bretagne - ce dont nous sommes bien convaincus au reste ; comment le pouvoir pourrait-il se désintéresser d'une si belle terre ensemençable en camps militaires et centrales nucléaires ?

Des présidents de la République et des premiers ministres, on en a vu défiler beaucoup depuis les débuts de la Vème. Et si avec ça la mort de la Bretagne ne s'améliore pas, c'est qu'une malédiction pèse sur elle ! Pourquoi autrement tant de sollicitude aurait-elle produit si peu d'effets ? Cette fois, ce qu'on nous promettrait, ce n'était pas une marionnette isolée, mais tout un conseil des ministres, quelle fête ! Tous les espoirs étaient permis, le démarrage économique de la Bretagne allait sûrement devenir une réalité.

Or, nous sommes profondément déçus. Les ministres en fin de compte ne viendront pas. Nous ne pourrons même pas aller saluer Pomiatovsky et lui demander en passant des nouvelles du militant breton qui croupit en prison sans que la Cour de Sécurité de l'Etat prenne la peine de statuer sur son sort. Et seuls les travailleurs d'Orléans auront eu récemment le privilège d'exprimer à Barre en termes véhéments ce qu'ils pensent de son plan. On peut toujours se consoler en constatant qu'ils ne s'en sont pas privés.

On n'aura donc que Giscard tout seul. Bien sûr, on comprend qu'il ait la bougeotte en ce moment, avec tous les problèmes qu'il a à Paris : l'impossibilité totale de surmonter la crise, son gouvernement de plus en plus déconsidéré, un scandale bien juteux qui ne parvient pas à être étouffé complètement, et la "majorité" qui se divise de plus en plus. Au moins en Bretagne il ne risque pas de rencontrer Chirac, ni de butter sur le cadavre d'un député RI assassiné par ses copains truands.

Seulement en Bretagne on risque de buter sur des manifestants. C'est sans doute ce genre d'obstacle qui a déterminé l'élaboration de l'itinéraire de Giscard, à priori surprenant. Tout n'est pas connu ni définitif, mais en gros c'est : Dinan-Roscoff-St Gwénelé-Ploërmel et Houat. Aucune autre explication à ce parcours surprenant que la volonté systématique d'éviter les régions brûlantes ou les villes de grande concentration ouvrière (Brest, Nantes, St Nazaire ...) ou simplement les lieux où des habitants trop nombreux auraient pu intervenir énergiquement sur son passage.



# EDITO (suite)

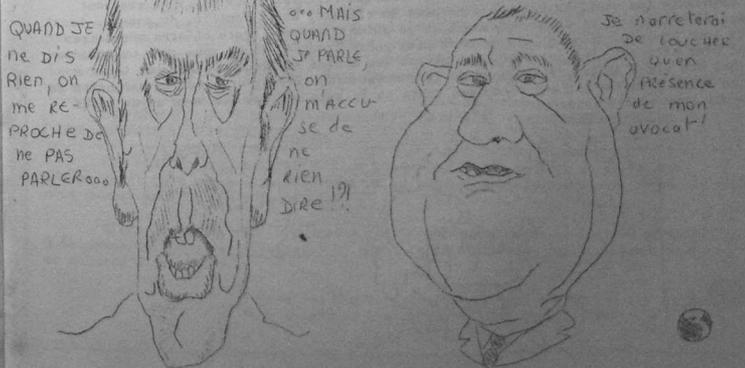
Tant qu'à faire, il aurait pu se garantir de toute forme de constestation en allant faire un discours dans les Monts d'Arrée - au pied de Roc'h Trédudon par exemple - mais l'endroit a depuis quelques années mauvaise réputation. De toutes façons, aller parler à Ploërmel et à Houat, c'est presque pareil.

On pourrait en rire, sachant que de toutes façons nous n'avons rien à attendre de Giscard ni du pouvoir qu'il représente. Qu'il passe à Brest ou qu'il n'y passe pas, les travailleurs des AFO n'en seront pas moins confrontés à la menace des licenciements. Tous les travailleurs qui sont dans ce cas savent bien qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes et sur leurs capacités à faire reculer leur patron et non pas sur une éventuelle "médiation gouvernementale" : les travailleurs du "Parisien libéré" savent ce qu'en vaut l'aune. Mais on peut tout de même trouver scandaleux un tel cynisme et un tel mépris des problèmes des travailleurs. Giscard est en train de nous faire comprendre que pour lui les choses iraient tout à fait bien s'il n'y avait que la Bretagne, exploitable à merci, mais pas les Bretons, ils contestent trop.

On reproche souvent à Giscard de parler pour ne rien dire. Il s'est pourtant signalé dernièrement par une déclaration retentissante sur sa volonté d'exclure la politique des entreprises pour sauvegarder leur neutralité.

Chacun sait en effet que les patrons ne font pas de politique dans les entreprises et que celles-ci seraient parfaitement neutres si les travailleurs n'y mettaient pas la pagale. Les compressions de personnel dans les usines du Finistère, ce n'est pas politique. Pas politique non plus les restrictions aux droits syndicaux subies par les travailleurs de l'Arsenal. Rien à voir avec la politique la manière dont Dabaghian a préféré liquider Transocéan plutôt que de reconnaître aux travailleurs le droit de se syndiquer et de défendre leurs revendications. Et il faudrait avoir l'esprit bien mal tourné pour voir de la politique dans le licenciement du journaliste d'ouest-France.

Le circuit touristique de Giscard devrait être l'occasion pour les travailleurs de le prendre au mot et de ne pas faire de politique dans l'usine, parce que tout simplement ils n'y seront pas. Giscard les évitant soigneusement, les travailleurs ne pourront lui clamer directement leur colère et leur mépris. Mais ils peuvent le faire malgré tout en organisant une opération région morte au moment de son passage et signifier ainsi clairement leur volonté d'en finir avec ce régime.



EXCLUSIF

# LE DISCOURS DE GISCARD!

A Ploermeil, il n'y a pas d'activités économiques ou administratives importantes, mais il y a la maison-mère des Frères des Ecoles Chrétiennes (congrégation de Ploermeil). Ces "bons frères" sont, dans leurs tâches de direction et gestion d'écoles, des patrons de choc, comme l'a montré à la rentrée de 76 l'affaire Joncour, instituteur du privé qu'ils refusèrent de nommer dans le poste auquel il avait droit parce que ses méthodes pédagogiques déplaisaient. C'est en fonction de ce que symbolise Ploermeil que Giscard y prononcera le discours suivant :

"Mes bien chers frères,

Je viens apporter mon appui à la noble cause que vous défendez, qui est la sauvegarde de l'enseignement privé confessionnel et le maintien, voire l'augmentation des subventions que l'Etat lui accorde sans qu'il soit question d'un quelconque contrôle de sa part sur son contenu. Puisque nous sommes entre nous, nous pouvons parler franchement. La liberté de l'enseignement que vous défendez n'est en fait que la liberté d'entreprendre et la libre concurrence en domaine scolaire, pas plus réluctante que la libre concurrence dans le domaine économique. Tout le monde s'accorde par ailleurs à reconnaître votre sérieux dans la gestion de vos entreprises : vos principes chrétiens ne vont pas jusqu'à vous faire prendre bêtement en pitié le sort de vos auxiliaires et vous les traitez aussi mal que l'Education ex-Nationale les siens.

Tout le monde sait bien que l'opposition entre école religieuse et école laïque est un peu dépassée. L'école d'Etat n'est pas neutre, on y éduque les élèves dans les sains principes de la hiérarchie, de la concurrence individuelle et de la rentabilité, même si je dois hélas reconnaître que depuis 68 ça devient de moins en moins facile. Quant à vos écoles, depuis qu'un nombre de plus en grand de maîtres civils viennent y enseigner, la coloration religieuse s'estompe un peu ; pouvoir expliquer aux ouvriers et à leurs enfants qu'ils étaient ouvriers ou destinés à l'être par la volonté de Dieu, que si le patron était patron c'était aussi par la volonté de Dieu et que s'élever contre était sacrilège, ça facilitait quand même les choses ; mais tout a une fin et d'ailleurs depuis que certains religieux font du syndicalisme je ne leur confierais même pas les enfants de mes domestiques.

Si je salue aussi chaleureusement votre cause, c'est que vos écoles sont actuellement les meilleurs gardiennes de l'ordre moral, beaucoup plus efficacement que ne peuvent l'être les lycées. Je sais bien que certains profs de lycée essaient de maintenir les vieilles valeurs ; respect du travail, de la famille, du patron, du flic, de l'adjoint et du gouvernement et je salue leurs efforts méritoires mais leur nombre diminue et ils ne sont plus guère écoutés. Vous, vous avez un encadrement plus efficace, les autorités qui gèrent les écoles arrivent mieux à les tenir à l'ébri des virus de la politique et de la contestation. Préserver ainsi la salubrité de notre belle jeunesse est une tâche exaltante et je suis heureux que vous soyez assez dévoués pour vous y consacrer.



Enfin, si je suis venu vous voir et vous parler de tout cela, c'est que la Bretagne connaît depuis quelques années une évolution inquiétante. Les ouvriers occupent davantage leurs usines en grève que des places à l'église, les votes glissent de plus en plus à gauche et si ça continue l'abbé Laudrun risque d'être envoyé à sa sacristie et remplacé par un socialiste. Aussi essayer de ranimer les vieilles querelles d'école, détourner des votants du parti socialiste en les effrayant avec un épouvantail en papier, galvaniser les cafards et les punaises de sacristie, ça devient urgent pour moi. Je suis en train de réussir au-delà de mes espérances puisque le PS est embarrassé et atténué ses positions. Quoi qu'il fasse, il n'aura pas les voix des ligots et il risque de perdre l'appui des syndicalistes de l'enseignement privé, autant de gagné. Et vous conviendrez avec moi qu'il peut être intéressant de maintenir cette vieille image de la Bretagne réactionnaire et confite en bonhôteur, même si les Bretons ne s'y reconnaissent plus du tout.

NDLR : vous croyez que Giscard ne parle pas comme ça et que notre informateur nous a trompé ? Il ne parle pas comme ça, mais c'est pourtant ce qu'il dira.

## LIBEREZ Jean Charles DENIS !

Le procès des 14 inculpés (ou de quelques uns d'entre eux) à la suite de l'opération anti-FLE du 18 octobre 75 devrait avoir lieu prochainement. Leur comparution était officiellement prévue il y a quelques temps déjà, mais elle est régulièrement repoussée de mois en mois. Cependant il semble maintenant que ce soit pour bientôt, bien qu'aucune date officielle n'ait été fixée.

Jean-Charles Denis, le paysan morbihannais surpris par la police alors qu'il s'apprêtait à déposer une bombe devant le domicile du député tricolore, devait comparaitre également devant la Cour de cassation de l'Etat avec les autres, après qu'il ait été question de le faire passer devant les Assises.

Son arrestation au lendemain de la grande rafle avait plongé les COMAR dans un certain embarras. Pour beaucoup cela sentait un peu fort la provocation policière, Denis était suspect. En effet, son arrivée sur la scène tombait à pic, elle justifiait en quelque sorte après coup l'action répressive du pouvoir tout en lui donnant au moins un individu qui, dans le lot, n'était sûr, s'apprêtait à commettre un attentat. Un coupable enfin !

AUJOURD'HUI, DANS L'INDIFFERENCE QUASI GENERALE, Jean Charles DENIS EN EST A SON 16è MOIS DE TOLE PREVENTIVE

Cette situation, qui interdit de penser qu'il ait pu être un provocateur n'a pu durer qu'à cause de l'isolement et de l'oubli dans lequel il est tombé. De cela nous sommes tous un peu responsables.

C'est pourquoi, nous appelons à participer massivement au meeting organisé à Guingamp, le dimanche 6 février à 14 h par la société bretonne contre les tribunaux et mesures d'exception :

Contre les violences faites au peuple breton  
Pour exiger la libération de Jean Charles Denis



# DOSSIER REPRESSION

## HA BREMAN PETRA OBER?

La rafle "Anti-FLE" d'octobre 75 avait été le détonateur d'un important mouvement spontané, une réelle solidarité bretonne s'était alors manifestée avec des ambiguïtés et des limites, mais cependant porteuse d'espoirs par son ampleur, sa combativité et ses choix politiques. Dans les comités bretons anti-répression CoBAR, qui ont été l'expression structurée de ce mouvement, une volonté majoritaire s'est clairement exprimée, par-delà le problème particulier de la lutte contre la répression ; d'insérer et d'inclure la revendication bretonne dans l'ensemble des luttes visant à abattre le capitalisme.

Nous sommes aujourd'hui à la veille d'un nouveau procès, celui des inculpés de cette rafle d'octobre 75, inculpés qui risquent gros si l'on en croit l'ancien procureur de la Cour de Sécurité de l'Etat.

Ce procès de même que la mobilisation prochaine pour exiger la libération de Jean Charles Denis feront probablement apparaître à nouveau un mouvement de solidarité bretonne qui, comme il y a deux ans, cherchera à se coordonner au plan de la Bretagne. Il serait dramatique de commettre toujours les mêmes erreurs. Il n'est plus de saison (il ne l'a jamais été, mais maintenant beaucoup plus l'admettent) de cultiver les ambiguïtés et les compromis avec des gens qui se prévalent du seul titre de "breton" et ne placent pas explicitement leur action dans l'axe du combat pour le socialisme en Bretagne.

Les organisations d'extrême gauche, qui étaient au début partie prenante des CoBAR, mais les ont quittés, alors que la première réaction spontanée passée, un début de fond était justement nécessaire pour aller plus loin, portent une partie importante de responsabilité dans l'échec des CoBAR à être le creuset d'un mouvement breton, clairement anti-capitaliste.

Il y a un réel besoin, ressenti par des nombreux militants en Bretagne, de dépasser les actions ponctuelles, style comité de soutien qui restent sur la défensive et ne font pas avancer les choses. Tous ces groupes PCB - CAB - Stourm Breizh - Sav Breizh et surtout le FAGAB, voulaient à leur manière répondre à ce besoin : contribuer à donner un cadre d'expression politique pour un mouvement breton socialiste. Ils sont morts ou moribonds pour des raisons que nous ne chercherons pas à analyser ici. Toujours est-il qu'aujourd'hui et ce après avoir montrée une importante capacité de mobilisation, il ne reste (hormis l'UDB qui de toute façon ne s'est jamais investie dans ces mobilisations) aucun cadre politique crédible pour répondre à l'enthousiasme qui avait salué la naissance des CoBAR. Le mouvement breton tombe dans le creux de la vague après que son désir d'unité et sa capacité d'initiative aient jamais été aussi forts. Il serait dangereux et préjudiciable pour la suite de laisser cette situation paradoxale s'éterniser.

Dans le contexte politique et social actuel en Bretagne, dans une période certes défavorable, condamnée par les échéances électorales, il nous apparaît vital qu'émerge sans tarder un mouvement à la mesure du combat que nous avons à mener. Cependant, comme on ne peut sans conséquences répéter toujours les mêmes échecs, il faudrait que dès le départ des choix politiques soit opérés, ne laissant planer aucun doute sur la nature de ce mouvement. Un mouvement unitaire, sur des bases claires démocratiquement définies serait la meilleure garantie contre les calomnies dont est en permanence l'objet tout ce qui se réfère à la Bretagne. Ce serait également un élément déterminant pour dépasser les flambées sans lendemain qui ont fait la réalité d'un mouvement breton balbutiant, à mi-chemin entre le passé et le présent. Mouvement, qui par un curieux paradoxe, parce qu'il ne voulait pas nettement casser les ponts avec certains partenaires encombrants, considérant que malgré tout il y avait peut-être un bout de chemin à faire ensemble n'a fait que marginaliser ses militants et les idées qu'ils défendent. Suffisamment d'expériences ont été accumulées pour savoir avec certitude que la pratique du compromis permanent n'était pas celle qui pouvait mener à bien le combat pour une Bretagne libre et socialiste.

# DOSSIER REPRESSION (Suite) DOSSIER REPRESSION

Aujourd'hui en Bretagne, la pratique des rafles est devenue normale. Il y en a une par mois, elles sont annoncées sans grand éclat par la presse, c'est de la routine.

On embarque après perquisition, de une à trois demi-journées de personnes, on les garde à vue quelques temps puis on les relâche. Actuellement les personnes interpellées sont soumises à des interrogatoires au cours desquels, oubliant le "motif officiel de leur détention" on leur demande des renseignements sur leurs relations ou leur rôle dans telle ou telle association : Comité anti-nucléaire, contre les implantations anti-militaires, leur activité dans tel syndicat, etc...

Le 28 décembre dernier au petit matin, des flics du SRPJ (police judiciaire) se sont présentés (à Gouesnou, près de Brest) chez les parents d'un militant de la LCR. Ils voulaient l'interpeller à propos d'un attentat commis en Ille-et-Vilaine. Notre camarade était absent, mais après avoir passé une journée dans la "clandestinité" il s'est présenté le lendemain matin, accompagné d'une délégation du PSU et de la LCR, au commissariat et au SRPJ de Brest, pour avoir des explications. Ni lui, ni la délégation n'ont été reçus, mais ils ont par contre été poursuivis et photographiés dans la rue par des inspecteurs de police. Police rigide à elle-même, muette de ces arguments, mais qui ne rate pas une occasion pour compléter des fiches ou en faire de nouvelles. Ce genre de pratique policière (perquisitions, interpellations, intimidations, etc...) ne peut que s'étendre en l'absence d'un mouvement de riposte coordonné au niveau de la Bretagne.

## LE PROCUREUR GENERAL DEMISSIONNE!

Ce n'est pas, rassurez-vous, le "rouge" gagné au "Syndicat de la Magistrature" au contraire. Il a toujours fait partie de ces juges "debout" - procureurs, avocats généraux - qui appliquent les peines fixées par le Parquet (Garde des Sceaux, ministre de la Justice - Lecanuet). Avant d'arriver à la Cour de Sécurité, il a même dû se livrer à une petite "maquillage" : on ne pouvait y mettre un juge "debout" ; un juge de "siège" (indépendant!) aurait mieux fait l'affaire ; leur carrière n'est en principe pas soumise au bon-vouloir du ministre. Tout ça pour l'insigne de marque. Alors, en le bonjour à la Cour de cassation, on l'a arrivé à la Cour de Sécurité Procureur, donc soumis, mais quoi qu'il fasse, sa carrière ne risque rien.

Mais sa tâche lui répugne, il croit à ce qu'il fait. On le prie de démissionner, ce qu'il fait, en ayant écrit auparavant une lettre qui nous éclaire sur des affaires récentes.

- Il pense que le non-lieu était de rigueur dans l'affaire des "comités de soldat" (ce qui fait une belle jambe à ceux qui sont toujours inculpés).

- Il pense que le Docteur Simon, qui est libre, était plus responsable des événements en Corse que le pauvre "bouc émissaire" (citation) Cagnari qui lui en a pris pour 10 ans. D'ailleurs, il devait lui mettre de 8 à 15 ans, ordre du ministre, et il ne lui a mis que 10 !

- Lors du procès des bretons, où les peines furent minimes, le juge fut changé pour non-collaboration.

- Lors du prochain, au mois de février, là les peines seront trop lourdes. Mais le dossier est volumineux, "manque d'unité", et comme c'est ce que veut l'Etat.

- Bientôt, on s'intéressera au TOM-LOM. Attention autochtones réunionnais, Calédoniens (Kanakas) et Antillais

- Pour finir en beauté, ce Lon monsieur, s'est vu que la Cour de Sécurité est en violation de la convention européenne des libertés fondamentales, signées par la France !

Ne vous inquiétez pas pour lui, au fait, il a retrouvé son poste de Procureur à la Cour de cassation !

Tout cela n'augure rien de bon pour le procès de Jean Charles Denis, au mois de février.

# L'EMPLOI EN CORNOUAILLES... (LUTTES OUVRIÈRES)

## LA CHUTE LIBRE

- Le 4 janvier les ouvriers de CMC DUFOUR à Quimper occupent leur usine contre la fermeture de l'usine : 188 licenciements,
- Le lendemain, une délégation de chez DONVAL (Rosporden) leur rend visite : ils "fêtent" ce jour-là le premier anniversaire de l'occupation de leur usine, là aussi contre 180 licenciements,
- Quelques jours plus tard, c'est le comité de chômeurs de Quimper qui se rend à l'usine manifester son soutien aux travailleurs en lutte sur le même objectif : le droit de vivre et de travailler au pays.

Voilà qui résume assez bien la situation sociale en Cornouaille.

## VERS LA LIQUIDATION ?

En quelques semaines c'est :

- L'annonce de 180 licenciements chez DOLLORE à Scaer et Ergué Gabéric.
- Le dépôt de bilan de CMC DUFOUR.
- Le dépôt de bilan de JOURDAIN (Bâtiment à Quimper) 70 emplois en moins.
- Des rumeurs persistantes de dépôts des deux autres entreprises du bâtiment à Quimper : près de 300 emplois.
- Une alerte sérieuse à la SOPROMER : 280 salariés à Concarneau et Trégneau 100 à Lorient.

Voilà le tribut que doivent payer les travailleurs de CORNOUAILLE au Pian Barre.

Ceci ne fait qu'aggraver de manière brutale une situation qui ne cessait déjà pas de se dégrader.

Les principaux secteurs d'activité sont en voie de démantèlement.

LES LA PECHE ET LES ACTIVITES QUI LUI SONT LIEES (Conserve, construction, commerce, etc) qui représentent encore 15.000

emplois :

- Crise de la pêche traditionnelle qui touche surtout le pays BIGOUDEN,
- Restructuration de la pêche industrielle (Concarneau, Douarnenez) avec suppressions d'emplois,
- Crise profonde de la conserve : les petites entreprises ferment, les plus solides s'en vont ... en Afrique.

## \* L'AGRICULTURE ET L'INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

- 10.000 emplois en moins de 68 à 75 dans l'agriculture,
- Les industries agro-alimentaires : 11000 salariés en 66, 8.600 aujourd'hui.

## \* LES AUTRES SECTEURS : Bâtiment -

métallurgie - textile - papier - etc. Il s'agissait d'entreprises de faible taille, souvent de caractère familial, qui sont les premières victimes de la crise et de la restructuration du capitalisme.

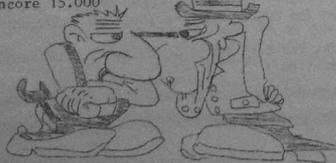
\* LES CREATIONS D'EMPLOIS se font presque uniquement dans le secteur tertiaire : commerce, banques, assurances ...

## L'AVENIR QU'ON NOUS PROMET

Un projet d'aménagement du littoral sera à long terme (jusqu'en 2.010) soumis prochainement au conseil régional. Il comprend :

## \* UN PROJET DE COMPLEXE DE PECHE

BRETAGNE-SUD (Douarnenez - Pays Bigouden - Concarneau - Lorient) avec un centre unique de commercialisation, de transformation et d'expédition. Il s'agit d'être compétitif sur le marché européen. D'où une concentration et modernisation à l'extrême, et en conséquence liquidation de la plus grande partie des travailleurs de ce secteur.



## \* UN DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DIVERSIFIE

plaisance, centres de loisirs, tourisme en milieu rural, etc... Les principaux pôles en seraient le Cap Sizun, la baie de la Forêt, les rives de l'Odé. La capacité d'accueil serait doublée.

## \* UNE RELANCE DE L'AGRICULTURE

C'est ce que promet le projet mais aucun moyen concret n'est proposé et on voit mal la place qui lui resterait sur le littoral (région de Pouldreuzic - Pont Croix ?) Une conclusion s'impose pour les travailleurs et les jeunes du pays : "TAP DA SAC'H"

## QUELLES LUTTES ?

Les travailleurs se sentent désarmés devant les fermetures d'usines. La "crise" est tellement entrée dans les mesures que ces licenciements apparaissent comme une fatalité. De plus, les décisions sont prises à un niveau qui leur échappe complètement et les reprises éventuelles semblent soumises au bien-voulu d'un patron quelconque.

Ainsi, derrière les licenciements chez Bolloré, il y a des groupes financiers assez mal identifiés qui ont acquis la majorité des actions il y a 3 ans, et sont liés au groupe Rotschild. Ainsi, les ouvriers de CMC Dufour ont vu se présenter plusieurs acheteurs qui disparaissaient ensuite discrètement ou proposaient des conditions de reprise inacceptable (par exemple avec 25 salariés).

Même chose pour ceux de chez Donval qui on fait patienter depuis plus d'un an avec des propositions qui n'aboutissent pas.

Pourtant, la situation exige une lutte d'envergure des travailleurs de la région. Les possibilités existent, mais pour cela il faut l'attention des directions syndicales.

## DES OBJECTIFS CLAIRS ET UNIFIANTS

\* PAS UN SEUL LICENCIEMENT : c'est la revendication des travailleurs des entreprises menacées. Elle doit devenir celle de tous les travailleurs. En montrant comment les licenciements chez Bolloré facilitent un déclassement de tout le personnel. En montrant que tout

## LUTTES OUVRIÈRES (suite)

le moyen est menacé (Cf le projet d'aménagement), que c'est tout un pays qui meurt.

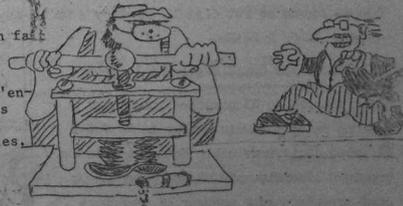
\* Si aucune solution privée n'est acceptable, revendiquer la nationalisation sous contrôle ouvrier et lutter pour imposer aux pouvoirs publics.

\* La semaine de 35 Heures : c'est la revendication centrale de la période contre les licenciements et le chômage.

## ELARGIR LES LUTTES

La coordination des luttes : Dans un premier temps au niveau des entreprises menacées en Cornouaille, puis au niveau de la Bretagne (Quéménéur, Cospo, AFO, SIGGNA, Fougères, etc...) avec la perspective d'une riposte de l'ensemble du mouvement ouvrier et de toutes les forces populaires frappées par le capitalisme en Bretagne.

\* La venue de Giscard en Bretagne doit être une étape importante de cet élargissement : c'est tout un peuple qui doit se lever et crier bien fort sa volonté de VIVRE AU PAYS.



LUTTES OUVRIÈRES

# Ouest-France en grève... Ouest-France dans le rang?

Pierre Duclos, journaliste à la rédaction de St Brieuc d'Ouest France a été licencié le 12 janvier dernier sans préavis ni indemnité, pour "faute grave". Il lui a été reproché d'avoir couvert l'information de façon tendancieuse, notamment dans trois cas.

Première affaire : la direction fait état d'une perte de 30 abonnés à la suite d'un article sur la grève de la faim de 2 élèves d'un collège de Eastronen. On reproche à P. Duclos d'avoir parlé de ce conflit.

Deuxième affaire : une vente de terres aux enchères. P. Duclos reproduit les propos d'un syndicaliste paysan qui met en cause 2 avocats. Ceux-ci intentent un procès en diffamation ; Ouest France se défend à peine, ne demande pas le témoignage du syndicaliste paysan, et se fait condamner à 11 millions d'anciens francs de dommage et intérêts.

Troisième cas : un article sur un patron coiffeur de St Brieuc, dont le nom n'est pas cité, mais qui se reconnaissant porte plainte pour diffamation. L'affaire n'est pas jugée.

De telles affaires n'ont en réalité rien d'extraordinaire. C'est tous les jours que des lecteurs résilient leur abonnement pour les raisons les plus diverses. Et les procès en diffamation font partie des "risques du métier" pour tout journaliste qui prend son travail au sérieux.

Si ce "dossier" soigneusement rassemblé grâce à une surveillance particulière des écrits de l'intéressé a été tout d'un coup sorti contre P. Duclos, c'est que la direction de Ouest France voulait frapper un grand coup et faire un exemple.

Tout laisse à penser que ce licenciement n'est que le premier temps d'une offensive en règle contre les journalistes à la plume trop libre.

Et les 3 "affaires" retenues contre P. Duclos montrent parfaitement la nature et l'enjeu de la lutte qui s'engage aujourd'hui.

D'un côté, la direction d'Ouest France, la direction d'une école privée et les notables locaux, 2 avocats, un patron coiffeur...

De l'autre, un journaliste, deux élèves sanctionnés, un paysan chassé de ses terres, une jeune employée...

D'un côté la bourgeoisie de Bretagne et de l'Ouest, et en face d'elle un journal à normaliser, parce que l'information qu'il laisse passer dans ses colonnes depuis plusieurs années ne correspond pas à ce que voudraient y lire les détenteurs du pouvoir dans la région.

## UN JOURNAL PAS COMME LES AUTRES

Il faut bien comprendre en effet, pour saisir l'importance du conflit que Ouest France n'était pas, et n'est pas encore, un journal tout à fait comme les autres.

La comparaison avec la totalité de ses confrères régionaux, et avec la plupart des quotidiens parisiens est tout à fait à son avantage du point de vue de l'étendue, de la qualité et du ton de l'information.

Il y a plusieurs raisons à cette originalité, (toute relative), de Ouest France. Et d'abord, une sorte de tradition idéologique qui emprunte à la pensée démocrate chrétienne et valorise le "respect du lecteur". Si y on sacrifie comme ailleurs aux valeurs bourgeoises essentielles, c'est sur un ton subtil et distingué. Le matraquage idéologique grossier, le racisme, l'exploitation éhontée de la violence ou du sexe n'y ont pas droit de cité. Et le journal a pris sur des questions délicates, comme la guerre d'Algérie (les émeutes dans les prisons, les peines de mort) des positions exemptes de démagogie.

## ET MAINTENANT ?

La section CFTD de l'entreprise était isolée : peu de syndiqués dans les autres entreprises des transports, peu de soutien dans les autres branches (sauf les CFTD cheminots et CUC Dufour). Après l'insuccès de la grève, l'essentiel des trafics continuait, assurés par les autres entreprises. Les grévistes représentaient le travail, en ayant fait reculer les directions que sur un seul licenciement. Les licenciements ont continué, ce qui fait un total d'une quinzaine aujourd'hui.

La section syndicale continue, affaiblie certes, mais encore capable de remonter la pente.

La progression de la conscience et de l'organisation de classe des travailleurs des transports routiers est un enjeu qui mérite un effort particulier de tout le mouvement ouvrier.

GLE COZ ET MAHERO

15 licenciés en moins de deux mois, tous pour "fautes professionnelles" ou "fautes graves".

En fait ces motifs ne trompent personne.

Les travailleurs licenciés sont tous des délégués ou des militants syndicaux de la section CFTD créée récemment dans l'entreprise, et qui venait de gagner tous les sièges de délégués du personnel.

Il est très facile de trouver des fautes professionnelles dans les transports routiers, et même, ce sont les conditions de travail imposées par les patrons qui poussent à ces "fautes".

Ce dont il s'agit c'est bien de LIQUIDER LA SECTION SYNDICALE ET D'EMBRAYER LA PROGRESSION DES SYNDICATS DANS LES TRANSPORTS.

## UN PATRIOTAT DE COMBAT

Dans ce secteur, les travailleurs sont peu organisés. Les patrons entendent bien perpétuer cette situation qui leur permet non seulement de surexploiter leurs salariés mais en plus de les utiliser dans des actions patronales corporatistes (manifestation en 74 pour des tarifs réduits de carburant). Chaque tentative d'implantation syndicale dans ce secteur se heurte à une répression féroce, comme ce fut déjà le cas il y a un an chez HANON à Scaër.

## LE PATRIOTAT EST ORGANISÉ: Avant la grève

qui a démarré le 23 novembre, plusieurs patrons se sont réunis autour de LE COZ. La grève était prévisible comme riposte aux premiers licenciements et les patrons en ont été organisés pour assurer le transport quand même.

## LE PATRIOTAT EST SOUTENU PAR LE POUVOIR:

Celui qui a tiré à sa manière les leçons du Chili. Le blocage des transports routiers par les patrons a été une phase importante de la préparation du putsch militaire. Sans aller aussi loin les transports routiers peuvent servir à la grève de la SICF par exemple.

## NOTES BREVES =

Le comité de rédaction appelle à soutenir activement RADIO-TELE-BREZONE G. (voir B. Rouge 1 et 2) LECTEURS PRENEZ CONTACT AVEC RTB = e h' Youenn Gwerin - ar maenn 29. Lokmaria-Berrien REFUSEZ DE PAYER TOUT OU PARTIE DE LA REDEVANCE ET DONNEZ LA AU COMITE (POUR c: FRAIS d'huissiers... A SUIVRE)

Les Cahiers de la Taupe n°10 sont parus!

CFDT : LA NORMALISATION

ITALIE = LES AUTOREDUCTIONS

Sommaire INTERVIEW DE G. DECLERCQ

Prix = 3F - en vente auprès des diffuseurs de BREIZ-RUZ

AD

Et puis Ouest France est une très grosse maison : plus de 700.000 lecteurs sur 18 départements, 330 journalistes, 4.500 salariés. Et cet empire est resté, jusqu'ici faiblement centralisé, une assez large autonomie a pu ainsi être acquise par les rédactions locales, qui fabriquent les multiples éditions du quotidien. Des équipes de "localier" très intéressantes se sont constituées, surtout depuis 68, dans plusieurs villes. Elles sont composées souvent de jeunes journalistes qui ont connu 68 comme étudiants, et en ont beaucoup appris ! Ce sont ces équipes qui ont peu à peu ouvert les colonnes d'Ouest France à une nouvelle information qui doit faire échec aux luttes sociales à tous les aspects de la réalité, aux dépens des compte-rendus de kermesses, inaugurations et comices agricoles. A tel point que dans nombres d'endroits l'information apportée par les pages d'O.F. est souvent un point d'appui précieux pour les luttes ouvrières et populaires.

VERS LA NORMALISATION ?

C'est bien cela qui inquiète la bourgeoisie régionale et nationale. Elle voit dans Ouest France un quotidien qui devrait être comme les autres, un outil tenu bien en main.

A proximité d'échéances électorales importantes, dans une situation sociale susceptible de se tendre à tout moment, Ouest France ne peut continuer impunément à fonctionner ici et là comme caisse de résonance de la montée des luttes et des forces populaires.

D'où, l'actuelle reprise en main. Elle est assurée par la direction du journal (F. Régis - Hutin, Estrangin) qui subit elle-même des pressions considérables l'incitant à frapper vite et fort.

Ces pressions viennent d'abord de l'entourage politique de la direction: Les milieux centristes "chrétiens" et Lecanuet lui-même, dont l'attachement au "libéralisme" résiste mal à l'acuité des échéances politiques proches.

Elles viennent aussi de la majorité des patrons de presse, organisés au sein du tout-puissant SNPØR (Syndicat des patrons de la presse quotidienne de province) pour lesquels Ouest France fait figure de caquard de la couvée et mauvais exemple agaçant.

Et elles se manifestent enfin, par le risque, encore lointain, mais réel, d'un assaut de groupes Hersant et Amaury contre le fief actuel d'Ouest France. Déjà, ces groupes sont présents sur les marges de l'empire d'Ouest France, Hersant avec Paris-Normandie, la Liberté du Morbihan, et l'édition régionale du Figaro, qu'il vous imprime à Nantes ; Amaury avec le Maine libre et le courrier de l'Ouest.

Ouest France est vulnérable face à ces adversaires qui disposeront bientôt des atouts considérables que prouve l'impression en fac-similé à partir de Paris. Le plus probable est qu'il s'aligne de plus en plus docilement sur le modèle d'information que ses concurrents pratiquent et sont en mesure de lui imposer (entre autres par la distribution des ressources publicitaires qui se négocie au plus haut niveau avec le CNPF).

ET MAINTENANT ?

Déjà la reprise en main se fait sentir. Elle est claire et nette au niveau de la rédaction en chef, désormais toute entière docile aux ordres de la direction.



La tradition à Ouest France était que la rédaction en chef "couvrait" les journalistes en toute circonstance. Cette tradition a vécu : dans le conflit récent, la rédaction en chef s'est rangée sans ambiguïté aucune aux côtés de la direction. Et les articles qu'elle produit sont de plus en plus conformistes.

L'information envoyée par les rédactions locales est sous-utilisée : même si elle est d'intérêt départemental ou régional, elle ne passe que dans l'édition locale (on limite ainsi les dégâts ...). Des articles restent bloqués à Rennes. Il ne faut pas, comme on serait tenté de le croire, à la poubelle, mais dans les dossiers constitués pour chaque journaliste.

Et vient s'ajouter à ces pratiques déjà vieilles, de plusieurs mois, le licenciement de P. Duclos, qui marque un saut qualitatif dans la reprise en main et a valeur d'avertissement.

Quoi qu'il arrive désormais, et même si d'autres licenciements ne suivent pas dans l'immédiat "le stylo va être plus lourd à porter" pour tous les journalistes d'O.F., et l'auto-censure va tendre à devenir la règle.

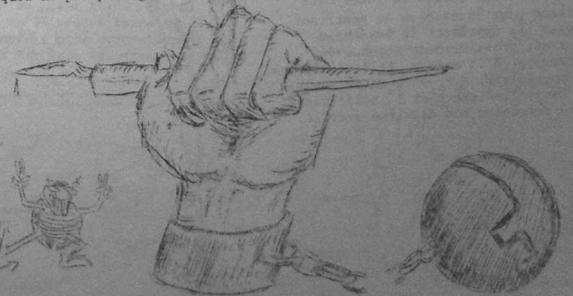
Le licenciement de P. Duclos a suscité une lutte sans précédent à Ouest France : 6 jours de grève, suivie par les 2/3 des journalistes ... C'est un résultat bien positif dans ce milieu que les traditions de lutte et d'ambiguïté sont quasi-inexistantes et les difficultés d'action collective considérables.

Ces journalistes en grève ont choisi en majorité de suspendre leur mouvement sans avoir obtenu la réintégration de P. Duclos, qu'ils ont estimé n'avoir aucune chance d'arracher par leur seule force. Ils comptent sur le potentiel de combativité qui s'est révélé dans la grève pour dissuader la direction d'aller plus loin dans son offensive, sans toutefois se faire trop d'illusion sur l'avenir qu'ils n'imaginaient pas rose.

Des nouvelles échéances attendent sûrement ces travailleurs d'Ouest France. Ils auront besoin pour les affronter de sortir de leur isolement. Il n'est que temps de réfléchir aux formes que pourrait prendre la liaison de leur lutte au combat de tout le mouvement ouvrier : des journées de grève active, avec opération "colonnes ouvertes" ? des journées de boycott de l'achat d'Ouest France, à l'initiative des syndicats et organisations populaires ?

Pourquoi ne pas y songer ?

personnage  
"gagnant"  
change  
de  
substitut  
le  
syndicat  
socialiste



**Union de l'Occupation de TRANSCOËAN**

Une délégation CGT de l'usine Transcoëan s'est rendue mardi à la mairie de Brest où elle a remis à la municipalité les clés de l'usine dont l'occupation venait de cesser.

Ils n'étaient plus que 24 à l'A.G. du matin. Et parmi les 24, 10 seulement favorables à la poursuite de l'occupation.

Ce fait 20 mois que dure à Brest la lutte des "transo" en majorité des femmes. Employés dans cette usine de textile qui symbolise mieux que toute autre le genre d'industrialisation que le capitalisme réserve à la Bretagne à travers l'implantation de ces "usines-pirates".

La décentralisation à Brest grâce à des aides publiques très importantes Transcoëan ne devait être que la moitié des 1.000 emplois promis. Et ceux qui y passèrent -on n'y restait pas longtemps- connurent sous toutes ses facettes la dictature patronale : bas salaires, cadences épuisantes, brimades multiples, répression anti-syndicale féroce.

Le conflit engagé en mai 75 quand le patron Dabaghian voulu licencier une centaine d'ouvriers et ouvrières "indisciplinés" connu son moment fort quelques semaines plus tard : deux grèves générales de 24 heures eurent lieu coup sur coup à Brest en solidarité avec les "transo". C'est au cours de la 2e de ces grèves générales que l'union locale CGT

En jetant en pâture aux milliers de travailleurs mobilisés une nouvelle qu'elle savait fautive : l'éviction de Dabaghian cassa presque définitivement la lutte.

Tous ceux qui avaient suivi jusque la lutte dans l'enthousiasme pour Transcoëan se sentirent trompés quand ils apprirent le lendemain qu'on les avait grossièrement manœuvrés pour les renvoyer à la maison. Et la lutte des transo se poursuivit. A travers de multiples épisodes. Dans l'isolement et l'indifférence sans jamais retrouver son deuxième souffle.

**LUTTES (suite) OUVRIÈRES**

Sans doute cette lutte était-elle très difficile. Mais une chance capitale fut gagnée à ce moment.

En remettant aujourd'hui les clés à la municipalité de Brest, très menacée par la montée de la gauche, la CGT ne se cache pas de vouloir déplacer le conflit sur le terrain politique. "On a secoué tout ce qu'il y avait à secouer", a dit un de ses porte-parole. Est-ce si sûr. Si l'on repense à ce qui s'est passé en juin 75.

Et comment croire que des solutions politiques apporteront ce qu'on renonce à exiger par une lutte de masse de l'ensemble des travailleurs de Brest et du Finistère notamment, où on apprendrait jour-même de la fin de l'occupation de Transcoëan le licenciement collectif de 125 employés à la CMC (Quimper), la demande de 195 travailleurs des papeteries licenciés à l'inspection du travail, et la fermeture de 180 licenciements aux conserveries Sopromer de Concarneau?

Corr. Brest

*Dabaghian gagnant ?*  
- oui,  
mais  
qu'est ce  
qu'on  
va lui  
mettre  
en 78!



**QU'EST-CE QUE LE SYSTEME DE PAIEMENT A LA MATIERE PROTÉIQUE ?**

Dans un litre de lait on trouve 900 grammes d'eau et 130 gr de matières sèches. De ces 130 gr utiles, on obtient en particulier 38 à 40 gr de matière grasse (crème) 34 gr de matières azotées (32 à 33 gr. en matière protéique, 1 à 2 gr. de matière non protéique).

Le paiement à la matière protéique prend en considération la richesse du lait en matière protéique, qui peut varier de 27 à 42 gr. par litre. Le CNIEL (Confédération Nationale Inter-professionnelle des Entreprises Laitières) estime que la payenne se situe entre 32 et 33 gr. Il prévoit un prix de base lorsque la teneur en matière protéique se situe dans cette plage, puis une bonification de 0,4 à 0,5 centimes par gramme (et par litre) supérieur à 33 gr/l, et une réfaction pour une teneur inférieure à 32 gr/l.

Les industriels désirent un lait riche en matière protéique, car c'est l'élément principal pour la fabrication des fromages et des poudres de lait.

Le prix du lait tient déjà compte de la qualité bactériologique (nombre de germes) et de la quantité de matières grasses. C'est une loi rapportée par un député de la Manche, Godefroy, qui a institué ce système de paiement différentiel du lait. Mais ce sont les entreprises laitières qui en font la proposition.

La mise en place du paiement à la matière protéique se fait progressivement depuis 1972. Appliqué en Loire-Atlantique au 1.10.76, puis en Ile-et-Vilaine au 1.11.76, il devrait être prochainement dans les trois derniers départements bretons.

**CINQ ANS APRES LA GUERRE DU LAIT**

*Le seul bol des petits et moyens PRODUCTEURS de lait.*

Après avoir fait passer son plan de baisse du pouvoir d'achat des travailleurs sous couvert des "catastrophes naturelles", après avoir dressé les uns contre les autres, les travailleurs des villes et des campagnes, le pouvoir pousse son offensive contre les petits paysans.

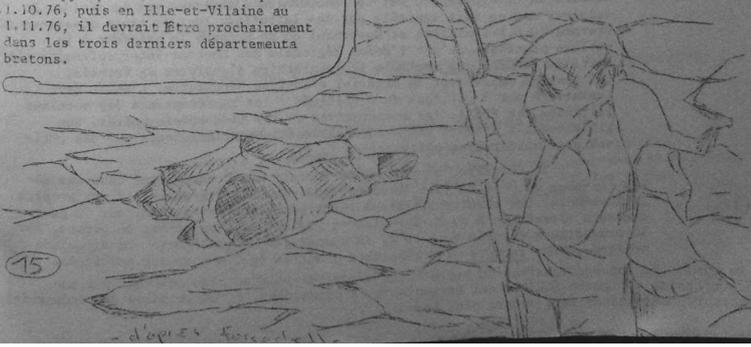
Un volet en est illustré par les déclarations provocatrices de Bonnet sur les viticulteurs : "S'ils doivent crever, qu'ils crevent..."

Un autre, c'est l'attaque qui se met en place, à l'heure actuelle dans le département breton, pour porter des coups au revenu des travailleurs producteurs de lait.

Il s'agit d'un objectif poursuivi sans relâche depuis longtemps, qui se traduit par la dégradation constante du revenu des producteurs laitiers depuis l'année 1972, malgré le coup d'arrêt donné à l'époque par la "guerre du lait".

Mais les difficultés dues à la sécheresse pour beaucoup d'éleveurs permettent d'accélérer un processus, bien trop lent au goût de certains : "La production laitière française est trop dispersée dans les exploitations trop petites et dont la rentabilité n'est pas suffisante. Il faut donc mettre en place les moyens de remédier à cet état de choses... Bref ACCELERER UN PROCESSUS QUI EST DEJA ENGAGE MAIS QUI EST BEAUCOUP TROP LENT ET DONT L'ACHEVEMENT EST TROP LOINTAIN."

Ca, c'est l'objectif défini par Monsieur Lepatre, président de la Fédération Nationale des Industriels Laitiers (15.12.75).



C'est d'abord l'élimination des petits producteurs que les coopératives et industriels laitiers ont poussé à produire, ont forcé à investir pour satisfaire au système de ramassage utilisé (nécessité d'acheter des tanks réfrigérés). Et maintenant, on vient leur dire "Nous ne prenons plus votre lait, nous faisons dans l'économie, pas dans le social; vous empêchez les "chefs d'entreprise" dynamiques et rentables d'assurer la rémunération de leur capital". Il s'agit-là donc de "licencier" dont sont menacés 2.500 producteurs de moins de 13.000 litres dans le Finistère, à la CANA, on parle de 26.000 litres.

C'est aussi, la réduction des tournées de ramassage du lait, quand ne sont effectuées que deux collectes par semaine au lieu de 3. L'investissement (nécessité d'une plus grande capacité de réfrigération) retombe sur les producteurs, et ça entraîne une détérioration de la qualité bactériologique. Cela signifie également "économie" de personnel, c'est-à-dire, licenciement.

#### POURQUOI LE SYSTEME DE PRIMES ?

Pour s'assurer la rentabilisation de leurs investissements, les industriels laitiers ont stimulé depuis les années 1960 l'expansion continue de la collecte du lait. Leur approvisionnement assuré, l'introduction du paiement à la qualité permet d'accroître la différence de prix entre les producteurs (actuellement, ils vont jusqu'à 10 centimes). Ainsi, notent les paysans travailleurs du Finistère, "Lorsque l'on regarde les taux de matière grasse chez les petits producteurs, on s'aperçoit qu'ils sont la plupart du temps au-dessous de 36 grammes (la norme actuelle) et inférieurs à ceux des gros producteurs".

Le rôle du système des primes dans l'élimination des petits producteurs est bien décrit par les Paysans Travailleurs d'Ille et Vilaine (Cf. ci-contre).

Le paiement à la matière protéique, accroissant les disparités, intervient de plus dans une conjoncture où de nombreux producteurs ont des problèmes de qualité, les laiteries avançant comme raison les conséquences de la sécheresse sur l'état sanitaire des animaux. En même temps, c'est une aggravation de l'assujettissement des producteurs aux besoins de l'industrie laitière.

#### QUI CONTROLE ?

Ainsi, les paysans n'ont pas de contrôle sur la façon dont ils sont classés en catégories. C'est le laboratoire d'analyses qui le décide. Et celui-ci est en fait contrôlé par les laiteries. Pour les trois départements bretons (C.D.N-Finistère et Morbihan) où se prépare le paiement à la matière protéique, c'est l'Union Régionale des Centres Interprofessionnels Laitiers (URCIL) qui contrôle le laboratoire d'analyses de Carhaix, qui possède maintenant le matériel d'analyse nécessaire. L'UNCIL est administré par 3 collèges de 3 délégués : les représentants des sections laitières des FDSEA, les coopératives et les industriels privés. Son financement a d'abord été assuré par des subventions, puis par des cotisations "volontaires obligatoires". (1)

En Charente, un producteur de lait avait accompagné dans une de ses tournées du mois de juin le contrôleur et avait lui-même fait ses propres prélèvements. Les résultats étaient assez stupéfiants : par ex. sur 50 producteurs classés en A ou B, 2 seulement avaient le même nombre de germes, sur 50 producteurs classés en A et B, 18 changeaient de catégorie. La direction a préféré garder secrets les résultats d'autres contre-analyses pratiquées.

(1) De plus, ces interprofessions du style UNCIL seront de plus en plus coiffées par une interprofession nationale (CNIEL) qui harmonisera la production, et où le poids des industriels et sacteurs modernistes sera encore plus lourd.

## VERS LE PRIX LIBRE ?

La mise en place du paiement à la matière protéique se fait au moment où le taux de matière azotée est généralement le plus fort. En Ille-et-Vilaine, le CINTERLIV (analogue à l'URCIL) annonce une moyenne de 34 gr. par litre, et présente l'affaire comme une augmentation du revenu pour la moyenne des producteurs. (2)

En fait, le prix du lait en moyenne ne va pas augmenter (3)

On a vu dans le cas de la "Qualité" comment les laiteries modifiait la norme (Cf. encart). Pour le paiement à la Matière Grasse, "le passage de 34 à 38 gr. pour le prix de base a camouflé une baisse de 0,6 c. par litre. Le prix du gramme différentiel étant passé de 1 c à 1,15 puis 1,25. Comme celui-ci ne s'applique qu'à partir de 38 gr. et qu'avant, il s'appliquait à 34 gr. cela fait une baisse de :

$$0,15 \times 4 = 0,6 \text{ centime et puis de } 0,25 \times 4 = 1 \text{ centime}$$

(Extrait de "Vent d'Ouest" Dec.76).

En définitive, l'augmentation de la part des diverses primes dans le paiement du lait conduit à relativiser l'importance de l'évolution du prix indicatif et de la politique de soutien des marchés définis à Bruxelles (qui d'ailleurs ne garantissait pas le paiement du lait à son prix de revient réel). Les industriels préparent le terrain : "Chez la plupart de nos partenaires, les producteurs acceptent de recevoir un prix inférieur au prix indicatif, souvent pour assurer la compétitivité des entreprises de transformation, et, par là, la garantie des débouchés pour leur lait". (F. Lepatre).

Ceci conduit au paiement à la Matière Utile (M.G. + M.P) qui serait alors mis directement en correspondance avec les cours mondiaux des matières grasses et protéiques. C'est là que les multinationales alimentaires pourraient mettre à profits les contrôle des marchés et de la production qu'ils se sont assurés dans divers pays.

Cela veut dire donc : AUCUN PRIX GARANTI POUR LES PRODUCTEURS.

- (2) Le CNIEL DONNE PAR CONTRE UNE moyenne bretonne de 33 g.
- (3) "En payant à la matière azotée, le prix moyen du litre de lait ne changera pas pour la coopérative, mais par contre, pour les producteurs, l'écart entre les prix les plus élevés et les plus faibles risque de s'accroître" (Le directeur de la br.lait de Landerneau).

16

17

Qu'est-ce que la qualité ?

Le resserrment des normes de qualité n'a pas pour but d'améliorer la qualité des produits pour le consommateur. Si les industriels veulent faire quelque chose dans ce sens, qu'ils commencent donc par cesser de tromper celui-ci avec la publicité, les étiquettes trompeuses, etc... qu'ils mettent moins de colorants, des emballages en plastique qui se désagrègent, etc... et nous savons bien qu'un lait à 500.000 germes se traite aussi bien qu'un autre à 50.000 (il faut d'ailleurs parfois réensemencer ce dernier... parqu'il est trop pauvre en bons germes ...) Concernant la qualité, le directeur de la coopérative de Landerneau disait : "Il y a des bons laits en B, et des mauvais en A, selon ce que nous voulons en faire" (...)

L'état se resserre.

Les laiteries, pour maintenir leurs profits, qu'elles soient privées ou coopératives, deviennent donc de plus en plus exigeantes. C'est le sens des nouvelles mesures concernant le paiement du lait.

- Resserrment des normes de qualité (la qualité A doit passer de 200.000 à 100.000 grammes).
- augmentation de l'écart de prix entre les points de qualité qui sont maintenant passés à 2,5 centimes et doivent arriver à 3 puis 4, voire 5 centimes ! jusqu'à combien comme cela ?

Il est clair que ces nouvelles mesures répondent directement aux intérêts des entreprises laitières.

Le paiement à la qualité repose sur une péréquation : on prélève la même somme par litre de lait à tous et on se redistribue la cagnotte, mais entre ceux qui ont une bonne note ! En fait, c'est la qualité C qui fournit la prime à la qualité A et le système doit s'équilibrer autour d'un prix moyen.

Mais tout d'abord, on s'aperçoit qu'au moment de la mise en place du paiement à la qualité les entreprises en profitent pour baisser le prix moyen. Ensuite, il faut suffisamment de producteurs en C pour qu'il y ait péréquation. Si trop de producteurs sont nombreux en A en fonction de certaines normes, la péréquation ne se fait pas. Cela revient à faire une ponction sur les profits de l'entreprise. Il leur faut donc resserrer les normes pour redistribuer la répartition des producteurs en C et A ?

En fait, les laiteries veulent récupérer à leur profit les efforts et investissements des producteurs pour produire un lait plus propre.

De plus, en augmentant les écarts entre les points de qualité (de 4 à 8 centimes = 10 %) elles compliquent à leur profit le paiement entre producteur, dégagent encore plus une couche d'agriculteurs modernistes et les autres qui ne suivent pas, et ainsi accélèrent l'élimination des "moins rentables de son point de vue".

Pour rentrer dans les crières de qualité imposés, l'agriculteur se voit parfois dans l'obligation de mieux s'équiper en matériel de traite, et donc aussi de produire davantage. Dans ce sens, la notion de qualité fait que les agriculteurs se trouvent malgré eux intégrés dans le mode de production capitaliste.

Extraits de "Vent d'Ouest" mensuel des Paysans Travailleurs, janvier 1977, d'un article de l'équipe d'Ille et Vilaine ABONNEMENTS à "Vent d'Ouest" 36, rue de la Croix Nivart. PARIS 75015 abonnement normal : 40 F de soutien : 50 F et +

**VERS DE NOUVELLES LUTTES.**

Face à cela, ce sont les Paysans Travailleurs qui se sont engagés dans un travail de sensibilisation sur les dangers actuels et en germe de ce nouveau système de paiement. En Loire Atlantique, suite à ce travail lancé au printemps, la section lait de FDSEA a lancé une pétition signée par plus de 5.000 paysans du département. Plusieurs manifestations ont eu lieu, que ce soit devant des coopératives (CANA) et des laiteries privées.

Une série de réunions se sont tenues en Ille et Vilaine, et avec l'extension de ce système de paiement, la mobilisation s'est étendue aux autres départements bretons.

Le 20 janvier, les Paysans Travailleurs sont intervenus à l'URCIL (Carhaix) où les représentants des industriels, des coopératives et des FOSEA devaient décider des modalités de la mise en oeuvre du paiement à la matière protéique. Ils ont bloqué ainsi, pour l'instant l'accord.



Pennad - kaoz  
gand :

SKOL AN  
EMSAV

B.R. Petre eo Skol an Emsav ha petre a ra ?

S.A.E. Ur strollad sevenadurel brezhoneg e yezh eo Skol an Emsav. E 1969 eo bet ganet, hag abaoe eo set war gres-kiñ tam ha tam e norzh hag e oboroarezh. Stourm a ra da lekaet pobl Vreizh da adsevel oc'h en a ziezozoñ war ar brezhoneg. Soñjal e ra deshp ne vo ket dieubet pobl Vreizh da vdt hep ar brezhoneg : rek ar yezh e zo darn aus apered hag edvor ar bobl hag ouzhpenn-se, ar mark aplannañ aus ha fersonalez. Petra a ra S.A.E. : da gentañ bodañ e-barzh un gozardur tud e fall dezho stourm dre ar brezhoneg : o lekaet ar brezhoneg ar gêr, gant ar vugale ; o sevel kreizennoù evit reiñ leña d'ur vuhez vrezhoneg, ha lekaet ar vrezhonegerion da gajañ ha da implij o yezh ; oc'h ober kentelioù brezhoneg, devezhioù-studi, week-endoù brezhoneg ha galleg en holl greizennoù. Stajoù labour war ar maez e vez ezet gant Skol an Emsav evit lakañ an ensaverien, hag al labourerion war ar maez da gajañ ha d'en en anavezout gwelloc'h e-serr daskif ar brezhoneg koutet gant an dud. Labour S.A.E. eo ivez brudañ ar stourm evit hor sevenadur gant abedennoù e bap saurt, diskouezadegoù, gouelioù evel "Gouel ar Brezhoneg" e lec'h ne weler kantron, pezhioù e-houari, lec'h na vez diskouezet e-bannadurioù brezhoneg, filmoù ha lekaet an dud da gentañ perzh dre c'hoarioù e bap saurt.

Rel Skol an Emsav zo, dre an abedennoù, an devezhioù-studi hag all, lekaet pobl Vreizh da vezañ enskiantek aus ar gwekorezh e c'houzañvor, ha da ober al lian etre ar c'hadennoù sevenadurel, ekonomikel, politikel.

B.R. Ur strollad sevenadurel eo S.A.E., set kaler e ra perzh e-wechoù ar stourm politikel ha diaktariek en deus aus evit ar socializad e Breizh. Perak an dra-se, ha peseurt lian ez aus evidoc'h etre ar stourm evit ar yezh ha stourm-lerc'h al labourerion e Breizh hag e lec'h all ?

S.A.E. Her stourm sevenadurel zo lod aus er stourm da zi-oubañ pobl Vreizh : un darn aus er stourm politikel ez eo eta, evel us 'z eo ar pezh e anver "ober politikerezh" en ur strollad politikel un darn all hepken aus ar stourm politikel. N'eo ket evit ur yezh e stourm S.A.E., set evit ur bobl. Evit S.A.E. eo stag dezond pobl labourerion Vreizh ouzh hini ar brezhoneg, rak o tistruj sevenadur ar pobloù e reer anizo tud praet da c'houzañvor bezañ implijet ha gweket. Ha kemer perzh S.A.E. e-barzh ar stourm politikel eo peogwir ez eo diass dirannañ ar c'hadennoù hag an deus S.A.E. soñjal pe dearoù tishedvel aus ar re all e-wechoù.

B.R. Qu'est-ce que Skol an Emsav ?

S.A.E. C'est une organisation culturelle de langue bretonne. Le peuple breton ne se libère pas sans sa langue qui est la marque la plus nette de sa personnalité. Nous animons une vie culturelle en langue bretonne et nous l'enseignons (leçons, stages, séjours à la campagne). Nous popularisons les luttes pour la culture par des réunions, manifestations ou fêtes (dont Gouel ar Brezhoneg).

Ce que nous cherchons, c'est rendre le peuple breton conscient de son oppression et faire le lien entre les problèmes culturels, économiques et politiques.



B.R. S.A.E. est partisan du socialisme. Quel lien faites-vous entre la lutte culturelle et la lutte des classes ?

S.A.E. La lutte culturelle est une partie de la lutte pour la libération du peuple; c'est donc aussi une partie de la lutte politique comme la lutte dans un parti en est une autre.

Il ne peut séparer les deux.





QU'EST CE QUI FAIT COURIR  
CHATELAIS ET TAFANI ?

à propos du livre de Chatekai et Tafani :  
"Qu'est-ce qui fait courir les autonomistes".

La certitude d'une urgence : celle de démarquer les mouvements minoritaires qui, selon nos auteurs, ressortent dans leur totalité d'une idéologie petite-proprétaire qui trouve à s'exprimer selon un mode caricatural par un autonomisme autogestionnaire dans la lignée proudhonienne."

Le phénomène autonomiste se développe selon eux à deux niveaux.

Au premier à la base, ils relèvent de l'existence d'un fait socio-économique : le capitalisme monopoliste pénètre en force depuis la 1ère guerre mondiale des régions restées jusque là à dominante pré-capitaliste. Ce sont les forces sociales menacées par cette pénétration, ouvriers, paysans et surtout petite bourgeoisie et petit patronat qui fournissent la base de l'autonomisme.

Au deuxième niveau, celui de la politique, Ch. et Taf. dénoncent le phénomène autonomiste comme une mystification pure et simple, la revendication autonomiste serait selon eux la couverture idéologique qui permettrait à la petite bourgeoisie des régions de dissimuler ses intérêts réels, et d'entraîner les autres couches sociales victimes de la pénétration monopoliste dans son sillage, sur le terrain piégé de la collaboration de classes.

L'analyse de Ch. et Taf. n'est pas fautive sur certains points. C'est le cas de la description qu'ils font des crises sociales régionales qui soulèvent les révoltes bretonnes, corses ou occitanes : les effets de la pénétration du capitalisme sur les diverses couches sociales sont correctement décrites.

C'est le cas également de leur analyse des mouvements autonomistes de droite imprégnés de nationalisme et de collaboration de classes, à propos desquels le tir d'artillerie des 2 auteurs fait souvent mouche.

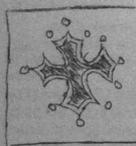
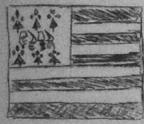
Mais à ce propos, déjà, apparaissent 2 limites de leur travail. On ne peut que s'étonner de les voir amalgamer et renvoyer dos à dos tous les courants autonomistes. Que certains d'entre eux aient pour préoccupation de lier lutte de combat autonome et socialisme laisse Chatekai et Tafani indifférents : ils ne voient là que mystification ou naïveté. Ils n'ont pas de mots assez durs pour l'UDB, les courants autonomistes de gauche, ou les "nationaux-gauchistes". Et s'ils observent que tel ou tel courant autonomiste se rapproche du mouvement ouvrier, c'est pour le déplorer et mettre en garde celui-ci contre la contamination nationaliste.

La seule référence à ces faits national minoritaire a pour eux valeur de péché mortel. Et leur condamnation s'attend avec la même énergie à tous ceux qui la pratiquent. Leur thèse à la simplicité du dogmatisme : "Nous détruisons les conceptions d'une quelconque matérialité à l'entité Nation qui n'existe qu'en tant qu'idée force", que comme refuge et sublimation de sentiments et d'intérêts le plus souvent disparates et mêmes parfois opposés. A travers cette idée force l'intérêt de la classe dominante détermine un objectif commun qui est le Pouvoir d'Etat.

L'ensemble de l'ouvrage s'articule autour de ce postulat : Nation-Nationalité-Etat-Pouvoir ne sont qu'une seule et même chose, et toute référence au fait national ne peut-être que le déguisement idéologique d'un projet inavoué de conservation, ou d'édification, d'un pouvoir oppresseur. Un tel a priori entraîne les auteurs à manquer complètement ce qui aurait dû faire l'objet de leur travail. Au lieu d'analyser le fait national, ils se bornent à le refouler dans les sphères de l'idéologie diabolique et mystificatrice. Ils n'aperçoivent pas que le fait de nationalité existe, en tant que communauté d'histoire de culture d'enracinement matériel, distinctement de la forme institutionnelle que lui donne la bourgeoisie dans l'Etat Nation et le nationalisme. Ils n'admettent pas que les travailleurs des minorités nationales sont, eux aussi, concernés par l'oppression nationale qui aggrave leur exploitation et les prive, en étouffant leur culture et leur langue, des moyens de comprendre et transformer eux-mêmes le monde dans lequel ils vivent. Et ils n'imaginent pas que l'internationalisme puisse conduire, non au nivellement des différences nationales, mais à l'épanouissement libre et égalitaire des nationalités et à l'enrichissement de leurs relations de tous ordres."

Voilà donc, une fois de plus, un rendez-vous masqué entre marxisme (celui-là n'est pas de la meilleure veine...) et autonomisme. Et c'est dommage, car Chatekai et Tafani quelles que soient les vigueurs de leurs condamnations, ne suppriment pas le problème des minorités nationales. Ils risquent par contre d'alimenter le nationalisme qu'ils veulent combattre. S'ils sont entendus des militants révolutionnaires qui les liront, ils auront réussi à les tenir à l'écart des luttes nationales des minorités, et, par là même à renforcer l'emprise sur ces luttes de courants nationalistes petits bourgeois qui les mènent à l'impasse. S'ils sont lus par des militants soucieux d'insérer leur combat autonomiste dans la lutte de classe, ils nourriront chez eux le sentiment que le marxisme est imperméable aux prises de conscience nationalitaires des minorités et la tentation vaine de chercher en dehors de lui des outils idéologiques plus adaptés.

Ils vont en un mot à contre-sens des tâches qui sont celles des marxistes révolutionnaires en la matière. Alors qu'il faut créer les conditions d'une jonction entre le réveil national des peuples minoritaires et la lutte du prolétariat pour le socialisme, ils mettent eux, toute leur énergie à approfondir le fossé qui s'est creusé entre les deux. Ils ont choisi là, qu'ils en disent, la voie de la facilité. Et manqué une occasion de faire oeuvre créatrice.



**ANTHOLOGIE DE LA SUFFISANCE ET DU SÉRIEUX**

Le livre de Chatelain et Tafani est rigide d'affirmation aussi prétentieuses que péremptories dont nous citons ici quelques exemples. A nos yeux elles disqualifient largement à elles seules le travail de leurs auteurs.

À propos des C.A.B. "voici ce qui marquait à : une assistante publique qui ne se propose pas des buts très différents d'un comité d'entreprise et par ailleurs d'un comité des fêtes. Les C.A.B. ont l'âme charitable. Nous voilà rassurés les bonnes oeuvres, cette tradition bien bretonne, ne sont pas mortes..."

À propos de l'U.D.B. : "Le rapport imaginaire qui lie l'U.D.B. aux Bretons est constitué sur le modèle de l'harmonieuse éducation civilisatrice du bon sauvage par le philosophe. En conséquence, qu'importe ce que sera la société de demain, le gentil indigène encore immature ne peut le savoir, laissons le magister le guider vers le bon port."

... de l'A.R.C. : "Qu'est-ce qui permet à l'A.R.C. de prétendre qu'elle n'est pas indépendantiste alors que son programme scruté de près, prouve le contraire ? Deux choses qui n'ont fait qu'une : sa bon ne foi et sa naïveté."

Chez la plupart des linguistes minoritaires l'investissement dans un combat linguistique généralement prosélyte est déterminé à l'origine par une poussée irrationnelle qu'on peut qualifier de "patriotique" (et qui a prouvé ainsi un moyen parmi d'autres de s'exprimer ; cette pulsion peut être rationalisée après coup en projet politique (nationaliste ou non...)

Le corps capitaliste apparaît sous la forme d'un mâle tyrannique s'attaquant à la jeune pure Nation mineure... On atteint là l'un des impensés du discours minoritaire : le fantasme du viol.



POUR  
UN PARTI  
FEDERAL

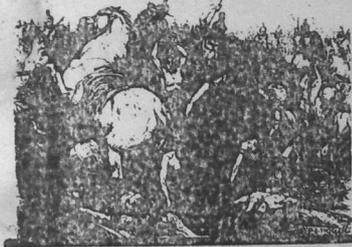
Nous reproduisons ci-dessous les résultats du congrès fédéral du PSU tels qu'ils nous sont parvenus. Nous aurons l'occasion, dans les *Feuilles Bretonnes* de revenir et d'en discuter.

"Le 3ème Congrès de la Fédération Bretonne du PSU s'est réuni le 22 janvier 1977 à Pontivy.

Il devait tout d'abord contribuer à fixer la ligne politique du parti sur l'ensemble de l'hexagone, qui sera définie au Congrès de Strasbourg les 28, 29 et 30 janvier. Après avoir fait le bilan de la recherche de l'unité populaire, face à la période de restructuration du capitalisme et aux échéances électorales, une majorité s'est dégagée au sein de la Fédération pour mettre l'accent sur la nécessité d'autonomie du PSU et le développement de la lutte de classes sur tous les fronts. Les interventions prioritaires se feront en faveur des plus exploités (ouvriers, employés, fermes, minorités nationales). Toutefois, la recherche de l'unité populaire sera poursuivie à la fois en direction des partis de gauche et de l'ensemble des organisations du courant autogestionnaire.

Par une majorité de plus de 70%, le congrès s'est prononcé pour la mise en place d'une structure décentralisée, le PSU se transformant en un parti fédéral où les fédérations des minorités nationales (bretonnes, basques, catalanes, corse, occitanes...) et les fédérations régionales désigneraient directement leurs représentants à la Direction Politique du PSU hexagonal.

Le Congrès a élu une Direction politique bretonne de 20 membres représentant les 13 districts de Bretagne. La DFB est mandatée pour développer les interventions en secteurs ouvriers et paysans. Et pour préparer d'ici au 4ème Congrès une plate-forme autogestionnaire couvrant l'ensemble des aspects de la lutte de classe ; le plus le PSU devrait évoluer vers un PSU BRETON AU SEIN D'UN PSU FÉDÉRAL.



**L'ABBE DE PENARBED**

Youen Coic chez Jean-Pierre Oswald

L'Abbé de Penarbed est l'histoire contée, ou plutôt « l'histoire jouée » (comme dit le sous-titre de premiers temps de la résistance du peuple breton à l'oppression paternelle de la langue, de la religion, de l'Etat français. Les paysans insurgés de l'Abbé de Penarbed sont les pères des bonnais révoltés en révolte contre Louis XIV. Hamon Barver, nommé par le pape Jules II abbé de Penarbed (comme son nom l'indique, Penarbed se situe à la pointe occidentale de la Bretagne), vient « évangéliser » la Bretagne indépendante, en plein XVI<sup>e</sup> siècle. Idéaliste, enfiévré dans sa conviction, il se heurte bientôt aux Bretons qui répugnent à l'enseignement de Rome, ayant l'unique religion qui ne transforme pas l'homme en esclave : la liberté.

Au XVI<sup>e</sup> siècle, à bien des égards, la Bretagne est, en effet, un pays libre, peuplé d'hommes libres : le poids de la féodalité est moins lourd que dans bien d'autres Etats ; la Bretagne est indépendante de la France, le commerce, notamment maritime, est un des plus florissants d'Europe, les ducs de Bretagne frappent monnaie...

En même temps qu'un roman historique sur la francisation de la Bretagne, c'est-à-dire d'abord des classes dominantes (haut clergé, bourgeoisie des villes), qu'un roman épique sur un homme, Hamon Barver qui, croyant sauver la Bretagne, la livre en réalité, mains et pieds liés, à la France, l'Abbé de Penarbed est aussi (et peut-être avant tout) un travail sur la langue.

Des l'abord, la langue surprend, décroche, éclate en images (rouges) : Côte Tire (Rome) : les cardinaux, la papauté. « Côte larum : deux milles Bretons, ceux de Sevestr Boud Marheg ». Deux mondes s'affrontent, deux langues aussi : « Bon, disaient les massards et les fauchards de Porhoet, ravelle ou disaient les bretons, eux qui jamais se froient au coutr ? ». « Ils titeront un jour de nos penbar ! ». « La kiere ? Qui porte la brette au côté, sans jamais se froier au coutr ? ». C'est la langue du peuple breton qui, vaivement, tente de s'opposer à celle — sans poésie — des notabilités religieuses (le Quel scandale, mes bons frères, s'écrit Alain, comment une chaste épouse peut-elle souhaiter tout haut la mort d'un époux ? ».

Si Coic écrit en français, il le pervertit sans cesse de mots, d'expressions bretonnes et même celui qui ne comprend pas la langue bretonne saisit sa grande richesse poétique, sa dimension imaginaire, alors que le français apparaît au contraire comme langue raisonnable, matérialiste, langue du droit des clercs, langue colonisatrice.

Mais le français ne joue pas seulement ce rôle. Par un etret « boomerang », le français du XX<sup>e</sup> siècle se retourne contre son ancêtre, introduisant dans le texte des ruptures brutales et un certain humour (« Le dingue délire toujours ? — Qui, noble seigneur, toujours, soupire l'évêque, le regard posé sur les charmes fortifiés de Guillemette. — Qu'il crève, nom de Dieu, s'exclame-t-elle en allant s'asseoir dans le quatrième fauteuil. » Et plus loin : « Et obsédé sexuel, encore ! hurle Guillemette, j'en ai ras le bol ! ». Là, le français du XX<sup>e</sup> siècle pervertit le sens de la langue colonisatrice du 15<sup>e</sup>, introduit un élément dynamique dans « l'histoire jouée ».

Quant aux mots employés ici par Marheg (un seigneur de la petite noblesse bretonne, encore très proche des paysans) et d'une manière générale par les différents personnages hauts en couleurs, ils sont, au même titre que la mer, la terre, le ciel, des mots anciens. Ils n'ont pas perdu, comme maintenant, leur signification liée aux choses.

Ce que l'Abbé de Penarbed montre en définitive, c'est le passage du breton au français, qui s'insinue d'abord par le haut de l'édifice social et envahit ensuite l'ensemble (l'invasion tardive du reste puisque la francisation complète de la Bretagne sera l'œuvre de la III<sup>e</sup> République, bourgeoise et laïque...).

Mais ce passage d'une langue à une autre n'est qu'une des conséquences d'un passage encore plus fondamental, d'une société bretonne — encore très proche de ses origines celtes, ludiques, où les rapports marchands restent limités à quelques « poches » de territoire — à une société en voie de « francisation », d'évangélisation (c'est la grande époque des calvaires, des chapelles...), catholique, apostolique et romaine, c'est-à-dire dominée par la recherche incessante du profit. Le passage de la valeur d'usage à la valeur d'échange...

L'Abbé de Penarbed est une tragédie, celle du peuple breton dépossédé de sa langue, de sa culture et dont Hamon Barver incarne jusqu'à sa mort (ou le toccin, mais surtout la tempête) la communauté de son destin avec celui de la Bretagne) la conscience contradictoire.

A la fin du roman, Hamon Barver, « devenu » Hamon Barber, a vaincu : Marheg est mis à mort, horriblement ; l'Etat français et sa religion d'eau bénite l'emportent. La Bretagne entre dans la langue morte de l'histoire et moderne, elle devient un pays « sans histoire », comme disait sans ironie Engels...

Mars Youen Coic a su rafraîchir les mémoires et dire à sa manière : la Bretagne, comme le Pays basque, la Catalogne ou l'Occitanie, a un avenir. Notre avenir.

J.-M. Masson  
P. Daniel

Ac'hanta c'hwi perak  
ober ur Gall  
Mais pourquoi  
voulez-vous

# UN ENTRETIEN AVEC YUEN COIC

Rouge n° 232, jeudi 23 décembre 1976, page 11

moyen de te réapproprier une histoire volée au peuple breton... Il va tout un courant qui tend à remettre à jour son histoire...

— J'ai toujours écrit dans le passé. Mon expérience, ma prise de conscience de ce qui est breton, et de ce qui ne l'est pas, du combat breton à travers des siècles, c'est plutôt une expérience de documents. C'est basé sur le fait que j'ai fait des études d'histoire. Ça m'a donné la clef, le moyen d'attaquer les documents d'une certaine manière. Avec un sens critique, mon interprétation.

• Si tu parlais breton, écrirais-tu des bouquins en breton ?  
— Je ne sais pas, c'est difficile à dire.

• Quelle est l'audience de tes ouvrages ?  
— C'est assez limité. Limité sans l'être. Je dois tirer 2000 à 3000 exemplaires.

• Ça fait un cercle de 500 lecteurs environ. Je voudrais savoir, au cas où, comment tu fais des contacts (en particulier avec des gens de l'Union démocratique bretonne). J'en discute.

• Que pensent-ils de toi à l'UDB ?  
— Ils pensent sans doute que ce que je fais est utile.

Maintenant, ils ne le reprendront pas à leur compte. Je ne suis pas idéologiquement structuré. J'ai toujours des failles. Ce que je dis ou j'écris n'entre pas forcément dans une ligne idéologique précise.

Ce qui fait que je me ferais toujours défoncer d'un côté ou de l'autre.

• Pourtant, quand on lit l'Abbé de Penarbed (que tu as écrit je crois à partir de documents bruts) on a la sensation d'une démarche extrêmement rigoureuse dans la façon

de retracer le passé, et cela de manière très dynamique.

— C'est une constante de l'esprit celtique, de croire que le temps n'est pas un temps linéaire. Nous avons plutôt une conception cyclique du temps. On peut très bien écraser le temps. On peut faire carambolier des événements qui se passent dans un passé lointain et les mettre en filigrane sur le présent.



Sans que l'on puisse savoir ce que c'est le présent ou le passé. Il y a une interaction entre les deux.

— Et de marins aussi ?  
— Oui... de marins. Parce que c'est l'ouverture sur le monde. Les coins maritimes ont subi de multiples influences.

• On dirait que ta démarche est parfois proche de celle de Yuwen Gwernig, qui écrit en français, en breton, en anglais ; il n'y accorde pas d'importance...  
— Ça n'a pas d'importance en effet. Dans l'Abbé de Penarbed, je dois écrire quatre ou cinq langues.

français moderne, vieux français, français-breton, breton ou « pseudo-breton » latin. On est un carrefour de langues. La Bretagne n'a pas toujours été un pays fermé sur lui-même. Elle a longtemps été tournée vers le grand large.

(Entretien recueilli par J.M.M. et P.D.)

ARRIVÉS  
à 11h30

Bagnage des oiseaux en Pen de l'Armorique  
une rafle de plus... un petit défilé dans le TIG... encore des TB qu'on a arrêtés.

DERNIER  
MOMENT

Un état d'exception permanent s'instaure en Bretagne. Ou donc ailleurs dans l'hémisphère, peut-on voir chaque mois des militants syndicaux, politiques, culturels, arrêtés et gardés à vue sans la moindre justification réelle ?

Or un riqne d'accoutumance existe ; la fréquence des arrestations, la pauvreté des informations données par la presse, tout ça finit par faire accepter comme normale ce fait scandaleux : chaque breton qui lutte est presque sûr de passer un jour, deux jours, six jours dans les locaux de la PJ. Ce n'est plus une répression spectaculaire ; on ne rafle plus 100 bretons d'un coup, ça faisait trop de bruit ; on ne se limite plus à un ou deux "coups de poing" par an. On rafle chaque mois apporté à la PJ son contingent de militants, aussitôt fichés, interrogés, peluchés. C'est un peu comme les oiseaux ou les poissons que l'on bagne pour pouvoir les retoucher un jour. La Police Judiciaire doit participer à la protection de la nature dans le parc d'Armorique, mais elle devrait dire que c'est ça son se pourrait moins de questions.

7 heures du matin, somnolence, on vous fourne une carte tricolore sous les yeux. Perquisition : tout y passe, lettres personnelles, adresse de copains, frioles, photos... Transport à la PJ, passage à l'anthropométrie : photo de face et de profil, empreintes digitales ; vous voilà fichés, prêts à être interrogés.

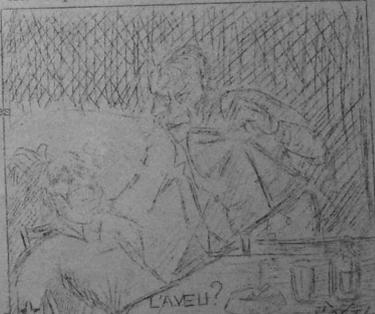
— Longue attente ; interrogatoire ; où t'ion vous dans la nuit du X au XV ? Vous n'avez rien à dire ? Rien à foutre de ces questions... L'opéche que vous êtes enfermés deux jours, que vous êtes jetés d'un gaspillage étonnant de papier et de carbone, qu'il y a quatre flics en uniforme qui vous gardent, que le procureur général de la cour de sûreté de l'état, viendra dans la nuit à la PJ de Paris à Rennes pour passer une petite heure à la PJ et repartir ; billet payé par l'Etat dans le cadre de son plan d'austérité...

Les merveilles de la technique sont au service de la police politique : les interrogatoires, sont dirigés de Paris par télex. Le flic, tout p'tout, glisse un œuil dans le dossier entr'ouvert, le jette sur la liste des questions établie par le procureur général (le vaillant aviateur) et se redresse vivement, l'air sérieux et frappé d'une inspiration subite, pour vous interroger.

Cette rafle est terminée, il y en aura d'autres. Il ne faut pas s'y habituer, la riposte doit être à chaque fois, unitaire et rapide. Il faudrait que le soir même, au moins une délégation manifeste devant la PJ. Il faudrait aussi, dans la mesure où tout est dirigé à Paris, que la solidarité avec les militants bretons soit effective hors de Bretagne, et qu'à Paris même des délégations unitaires aillent demander des comptes à la cour de sûreté de l'état.

— Au delà des moyens ponctuels, l'essentiel est bien sûr l'existence d'un mouvement anti-répression massif.

Mais n'est-ce pas aussi que ce mouvement breton si souvent attaqué par le pouvoir, cesse d'être plus ou moins marginal du peuple travailleur breton, qu'il tire le bilan de ses années passées, qu'il engage la construction, sans précipitation ni confusion, d'un mouvement breton de rassemblement engagé dans la lutte des classes, implanté dans la classe ouvrière et les courants populaires, luttant pour une Bretagne libre et socialiste ? Cette question importante est la plupart des discussions dans les caisses anti-répression. Elle mériterait d'être plus discutée entre toutes les composantes anti-copistes du mouvement breton. Ce serait aussi un moyen de donner un nouveau souffle à la lutte contre l'état d'exception permanent que le pouvoir impose en Bretagne.



UN FIM BUIS les pays de l'Armorique

\*\*\*\*\*

# CRITIQUE COMMUNISTE

## MARXISME ET QUESTION NATIONALE

### SOMMAIRE

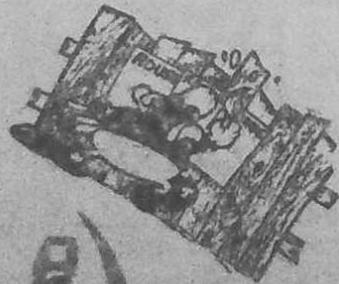


Abonnement 10 NUMEROS : 80 F.

Paul Allès Question nationale et question régionale .....	1
Commission Bretagne LCR-Brest Marxisme révolutionnaire et minorités nationales .....	19
Bretagne et mouvement breton .....	39
Xavier Sinibaldi Serge Demailly Corse : question nationale et colonialisme ...	6
A. Stafaul La question corse .....	77
J-Claude Klein L'Alsace, l'Alsace .....	100
Régis Debray Marxisme et question nationale .....	121
Carlos Rossi Qu'est-ce que l'internationalisme .....	147

Les illustrations sont de Daullé

CRITIQUE COMMUNISTE - 10, impasse Guéméné  
75004 Paris (pour toute correspondance)



# rouge



quotidien communiste révolutionnaire